

Bruxelles / Port-au-Prince, le 12 décembre 2017

**Aperçu du contexte actuel en Haïti – vu par bon nombre d’organisations de la société civile haïtienne.**

Plusieurs représentants de la société civile Haïtienne (actifs dans le secteur agricole et secteur Droits Humains) consultés concernant la situation et évolution politique et sociale dans le pays depuis l’entrée de la nouvelle présidence, nous ont fait parvenir leurs points de vue et préoccupations. Nous les reprenons ci-après en quelques points :

*1. Evolution politique dans le pays*

- Quel plan du gouvernement : quelle vision le gouvernement a-t-il pour le pays ? Quelles sont les priorités pour la gestion politique ? Quelles priorités pour le fonctionnement des institutions ?
- Les responsables des organisations consultées s’inquiètent sur :
  - Le peu d’initiatives au niveau des institutions de l’état tels que la justice, l’éducation, la santé ;
  - Le manque de réponse du gouvernement au nombre de problèmes qui se posent : la cherté de la vie, la croissance de l’insécurité alimentaire, les problèmes dans les établissements d’éducation et universitaires ;
- La présentation et approbation budget national a fortement inquiété la population et soulevé de maintes questions sur les priorités de ce gouvernement : le gros du budget est destiné au fonctionnement du parlement et du sénat et de l’exécutif ; les différents services tel que santé, agriculture, justice, sont dotés d’un budget minimal qui ne permet aucune politique adéquate.
- La proposition/décision de relancer l’armée : Il n’y a aucun cadre légal ni juridique pour le renouvellement de cette institution longtemps décriée par la population. Récemment un Chef d’Etat-Major a été choisi et est logé dans le Ministère de la Défense ; 500 jeunes recrues ont été formés en Equateur. 2.500 jeunes ont été inscrits par ce même ministère. Tout cela suscite auprès de la population des inquiétudes (retour à une forme de duvaliérisme ?).
- Les Fonds Duvalier bloqués en Suisse – le gouvernement ne veut pas que ces fonds soient destinés à des initiatives de Droits humains, ce qui est l’exigence de la Suisse.
- La mission Minustah a pris fin le 15/10/2017 et est remplacée par la Minujusth qui est en phase de démarrage. Toutefois il est clair que le présent gouvernement n’est pas très enthousiaste pour cette initiative, et n’accorde pas de priorité à son bon fonctionnement et à la réforme de la justice. Il faut dire que le travail de la UNPOL (formation et renforcement de la police Haïtienne est évaluée comme positive par les organisations de DDHH). Celle de la partie militaire de la Minustah, par contre, était très décriée, en raison de certains abus de ces militaires qui n’ont pas été sanctionnés (abus sexuels entre autres) et surtout en raison de l’implication de soldats dans l’épidémie du choléra qui a causé la mort à environ 10,000 personnes. On a l’impression que la présence/prolongation de cette nouvelle mission de l’ONU en Haïti n’a pas fait l’objet d’un consensus au plus haut niveau de l’Etat.
- Pas encore d’initiative pour une adaptation de la loi électorale, la mise en place d’un Conseil Electoral Permanent, quoique certains semblent dire qu’on y travaille en silence. La mission d’observation des dernières élections de l’Union Européenne avait produit un ensemble de recommandations en vue d’améliorer le système.
- Pas d’initiatives pour renforcer la décentralisation des services. Le président décide sans beaucoup de consultation.

*2. Situation de la justice et des droits humains*

- En mars 2017 le Président n’a pas voulu renouveler le mandat de l’expert indépendant DDHH UN et avait dit de constituer un ministère pour le respect des Droits Humains. Cette promesse est, jusqu’à ce jour (décembre 2017), resté sans suite et dans le budget national rien n’a été prévu en ce sens.
- Entretiens une loi sur la diffamation a été proposée et votée par le Sénat, conformément aux promesses du président qui avait annoncé, dès son entrée au pouvoir, qu’il allait tout faire pour sanctionner « la diffamation ». Cette loi doit encore être votée par la Chambre des Députés et publiée dans les journaux officiels avant de pouvoir entrer en application. Cependant, son passage au Sénat sur recommandation

évidente de la Présidence donne des craintes aux journalistes et aux défenseurs de droits humains dans un pays qui a connu des moments tristes de son histoire où la parole libre et la presse indépendante avaient, pendant longtemps, été baillonnées.

- Lutte contre la Corruption : Remplacement inattendu du directeur de l'UCREF (Unité Centrale de Renseignements Financiers) ainsi que de l'ULCC (Unité Contre la Corruption) par des personnes qui sont proches du parti au pouvoir. Un rapport sur l'investigation d'utilisation des fonds du Fond Pétro-Caribe ne se rend pas public. Il indique des malversations par des membres du gouvernement antérieur et soupçonne l'actuel président d'implication dans le blanchiment d'avoirs.
- Les conditions dans les prisons : le nombre de décès rendu public au début de l'année n'a pas diminué. Le président a formé une 'Commission sur les Conditions de Détention'. Voir : <https://www.slideshare.net/Stanylucas/commission-presidentielle-denquete-2017-sur-la-situation-carcrale-en-haiti>
- Les conséquences du changement climatique : catastrophes naturelles sont en croissance. La population exige des activités de prévention et de reconstruction par l'état. La situation de l'habitat est catastrophique. 7 ans après le séisme il y a toujours près de 60.000 personnes sous tentes, sans parler des victimes de l'ouragan Matthew en octobre 2016 qui ont perdu toutes leurs possessions et leurs productions agricoles. Au Sud du pays il y a toujours des villages qui n'ont pas vu de l'aide. Nous sommes conscients que l'UE a apporté une aide de 4 millions d'Euro pour renforcer la sécurité alimentaire, qui vient d'un total d'aide post-Matthew à hauteur de €38.2 millions, mais l'Etat Haïtien ne se manifeste pas ou peu.
- Droits à un habitat digne : il n'existe pas de politique adéquate de construction sociale ni en ville ni en milieu rural.

### 3. Evolution d'aspects sociaux

- Une demande d'adaptation du salaire minimum à 800 gourdes pour s'ajuster à l'augmentation du coût de la vie a été rejetée. Les syndicats ont seulement obtenu une augmentation de 50 Gourdes. Le salaire minimum moyen et journalier est actuellement de 350 gourdes (environ 5.5 Dollars Américains)
- Les droits des travailleurs et la situation des syndicats sont ignorés, inexistantes pour beaucoup de secteurs, surtout dans la sous-traitance.
- Beaucoup d'écoles et l'université de l'Etat ne fonctionnent pas depuis des mois. Il y a beaucoup de manifestations des étudiants.

### 4. Situation économique

- La pauvreté augmente – l'inflation s'élève à 16%
- La monnaie locale, la gourde, diminue constamment de valeur par rapport au Dollar Américain.
- Les prix de carburant, de transport, du gaz sont en constante augmentation.

### 5. Migration

- La situation économique sans perspective pousse de nombreux jeunes à quitter le pays pour chercher une vie ailleurs : actuellement surtout l'Amérique Latine (le Chili, l'Equateur, le Canada).
- D'autre part, aux Etats-Unis environ 60.000 Haïtiens qui ont reçu permis de séjour après le séisme de janvier 2010, risquent d'être rapatriés ou sont obligés de faire des efforts d'obtenir le visa de séjour.
- Les problèmes des Dominicains de descendance Haïtienne qui vivent en République Dominicaine depuis des dizaines d'années : il y a régulièrement des expulsions vers Haïti. En Parmi les personnes expulsées, l'on trouve des dominicains d'ascendance haïtienne, des enfants non accompagnés, etc. En Haïti certaines de ces personnes se retrouvent dans des camps près de la frontière, n'ayant plus de famille ou de liens en Haïti. Beaucoup de ces personnes sont des descendants d'Haïtiens partis pour la coupe de canne à sucre dans les années 1950-1970, lors d'un accord entre les deux gouvernements concernant l'exportation de main d'œuvre peu couteuse.

### 6. La Société civile en général

- La société civile en général est peu organisée, il y a un manque d'organisation et de coordination ;

- Beaucoup d'organisations sont surtout occupées avec leur propre problème de survie, car l'appui été les fonds externes ont fort diminué une fois l'aide massive du séisme finie.
- Manque de confiance mutuelle aussi, suite à trop de mauvaises expériences dans les responsables politiques.
- Cependant, certains secteurs essaient de se rassembler tels que le secteur d'organisations paysannes ; il y a aussi des initiatives sur la conscientisation de protection environnementale ; les organisations de femmes prennent des initiatives dans le cadre de la violence envers les femmes et filles ; ...

Conclusion : GRAND BESOIN DE POUSSER VERS UN DIALOGUE DU GOUVERNEMENT AVEC SOCIETE CIVILE et OUVERTURE POUR DES INITIATIVES DE LA BASE.



Evert-Jan Brouwer  
Coordonnateur CoEH



Greet Schaumans  
membre Comité de Pilotage CoEH

**Les membres de la CoEH sont :** <http://coeh.eu/members/>

Woord en Daad, Pays Bas  
Oxfam Solidarité, Belgique  
Geomoun, Belgique  
Entraide & Fraternité, Belgique  
Collectif Haïti de France  
Misereor, Allemagne

Haïti Support Group, Grande Bretagne  
Protos, Belgique  
Broederlijk Delen Belgique  
CCFD Terre Solidaire, France  
Secours Catholique, France  
Plateforme Haïti de Suisse